

Un gage de cohésion et de prospérité



Stéphane Rossini

Directeur de l'Office fédéral des assurances sociales

La politique sociale est essentielle au bon fonctionnement de la société. C'est la pierre angulaire du vivre ensemble. Dès lors, comprendre l'environnement sociétal et renforcer la qualité et l'efficacité des politiques de solidarité s'érigent en enjeux fondamentaux. Dans cette perspective, depuis des décennies, l'OFAS joue un rôle déterminant en accompagnant et structurant le développement de l'État social.

Pour contribuer à la noble ambition de façonner le mieux-être de la population, j'assume avec plaisir la direction de cet Office depuis quelques mois. Si le défi est passionnant, la tâche est lourde. Il nous incombe, à toutes et tous, de garantir la qualité des processus de décision ; l'analyse rigoureuse des transformations qui influencent l'évolution des régimes de protection sociale ; la bonne collaboration entre les acteurs institutionnels et ceux du partenariat social ; l'intérêt général et la réalisation des objectifs sociaux de la Constitution. Il en va de la crédibilité et du dynamisme de nos institutions. Cette responsabilité est partagée et doit l'être avec engagement et loyauté.

En regard des transformations des modes de vie, économiques et démographiques, ainsi que des nouveaux besoins et attentes de la population, des contraintes politiques ou financières, les régimes sociaux évoluent constamment. Qu'ils soient fédéraux, cantonaux ou communaux. Si le sys-

tème suisse de protection sociale est de haut niveau, des problèmes et des lacunes demeurent. Des adaptations s'imposent. Elles ne vont pas de soi et dépendent étroitement des rapports de force politiques. Elles reflètent aussi notre capacité d'adaptation et d'innovation.

Les thèmes traités dans ce dossier de *Sécurité sociale* illustrent ce mouvement. En matière de retraites, les réformes de l'AVS et de la LPP (après la révision des PC) imposent de s'adapter aux changements démographiques et aux différentes perspectives économiques et financières. Le sujet est sensible. Il donnera lieu à des débats engagés. Le Peuple aura certainement le dernier mot. Le débat relatif à la Prestation transitoire pour chômeurs en fin de droit montre que combler une lacune du système social est délicat. Destinée à une petite minorité de personnes aux chances quasi nulles de retrouver un emploi, la discussion renvoie à notre relation au travail ou à l'aide sociale, à l'articulation entre les régimes sociaux, fédéraux et cantonaux. La conciliation travail et famille comme la relation jeunes et médias rappellent la nécessité d'une action ouverte, capable de répondre aux préoccupations des gens. Là aussi, sensibilités et visions divergent. Enfin, le développement continu de l'AI, la modernisation de la surveillance AVS-AI ou les aspects internationaux de la sécurité sociale contribuent à la consolidation de nos assurances sociales.

Affirmons-le avec conviction : l'État social helvétique est un succès sans précédent. C'est un gage de cohésion et de prospérité. Loin d'être un problème, cet instrument de solidarité permet aux différentes catégories de la population de conserver une place dans la société et une capacité économique pour pallier les aléas de la conjoncture, de l'atteinte à la santé ou de la vieillesse. Il mérite une attention particulière et un suivi rigoureux. Il impose aussi de savoir anticiper les évolutions futures. La chose n'est pas aisée, mais c'est justement notre mission que de s'en préoccuper. ■